



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
14 juillet 2008
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2008

8-12 septembre 2008, New York

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour Haïti (2009-2011)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1–10	2
II. Coopération passée et enseignements tirés de l'expérience	11–15	4
III. Programme proposé	16–33	5
IV. Gestion, suivi et évaluation	34–37	8
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour Haïti, 2009-2011		9



I. Analyse de la situation

1. Haïti a connu de profonds bouleversements politiques et économiques depuis la fin du régime Duvalier, en 1986. Après le renversement Jean-Bertrand Aristide en 2004, de nouveaux troubles et la violence ont sévi du fait de bandes armées, entraînant l'effondrement de l'ordre public dans l'ensemble du pays. Devant une telle situation, le Conseil de sécurité des Nations Unies a créé la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) pour renforcer la stabilité et la sécurité et conforter l'état de droit. En même temps, la communauté internationale a approuvé un cadre de coopération internationale et s'est engagée à fournir 1 milliard de dollars pour la reconstruction et le développement d'Haïti.

2. En 2006, le Président René Préval a été élu en même temps qu'une nouvelle assemblée, inaugurant ainsi une période marquée par une plus grande sécurité, un calme politique relatif et une modeste croissance économique, qui s'est achevée avec les émeutes d'avril 2008, déclenchées par une augmentation spectaculaire du prix des denrées alimentaires. Du coup, le Parlement a renvoyé le Premier Ministre et dissout le Gouvernement, ce qui a illustré de façon dramatique la précarité persistante de la situation dans le pays.

3. Haïti est le seul pays le moins avancé de l'hémisphère occidental et il est au 146^e rang dans l'indicateur du développement humain de 2007, établi par le PNUD. Le produit intérieur brut par habitant est estimé à 390 dollars et plus des trois quarts de la population vivent avec moins de 2 dollars par jour. Les ménages dirigés par des femmes sont parmi les plus pauvres du pays et la pauvreté sévit surtout dans les zones rurales, où vit 63 % de la population, et dans les bidonvilles. Des disparités sociales et économiques très marquées se retrouvent dans tout le pays.

4. L'accroissement de la population exerce une pression de plus en plus forte sur les ressources agricoles et autres ressources naturelles, de même que sur les systèmes d'infrastructure déjà faibles. La sécurité alimentaire est un problème majeur : 77 % de la population rurale déclarent avoir des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires. Il faut une aide alimentaire d'urgence ainsi qu'un renforcement des politiques publiques pour s'attaquer à cette crise. Le pays est largement tributaire des importations pour les denrées alimentaires et autres produits de base comme le pétrole, ce qui le rend particulièrement vulnérable aux augmentations de prix. Le taux de chômage est estimé à 30 %, avec une fréquence beaucoup plus élevée chez les femmes et les jeunes. Les femmes sont aussi largement sous-représentées dans les emplois exigeant de l'instruction ou une formation. Pratiquement toutes les écoles sont payantes, de même que les services de santé et seule la moitié environ des enfants âgés de 5 à 15 ans sont scolarisés. Le taux d'alphabétisation des adultes se situe à environ 60 % et moins de la moitié de la population a accès à des services de santé ou à l'eau potable et à l'assainissement.

5. L'augmentation du produit intérieur brut dans les recettes de l'État a connu des gains modestes mais ils sont insuffisants pour contribuer à la réduction de la pauvreté. L'économie dépend toujours dans une large mesure de l'aide publique au développement, de l'allègement de la dette (en particulier dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés) et des fonds envoyés par la diaspora haïtienne, qui constituent environ 30 % du revenu des ménages. Les investissements dans l'économie sont négligeables et la capacité d'absorber l'aide des donateurs est extrêmement faible.

6. Les institutions de l'État sont faibles : outre le renforcement de leurs capacités, il leur faut d'énormes investissements pour leur permettre d'arriver à un redressement et un développement durables et d'assurer les fonctions essentielles de l'État. Il faut aider le Gouvernement à coordonner et faciliter les accords au plan interne et avec le pouvoir judiciaire et le Parlement. Le secteur de la justice doit mettre en œuvre son plan de réforme et la Police nationale doit être renforcée pour devenir une force nationale pleinement opérationnelle, capable de protéger et de servir véritablement les citoyens et de mériter leur confiance.

7. L'environnement en Haïti s'est considérablement dégradé : le couvert forestier est inférieur à 2 %, l'érosion fait perdre environ 37 millions de tonnes de terre arable chaque année et sur les 30 bassins versants que compte le pays, 25 sont épuisés ou sur le point de l'être. Une telle situation pourrait avoir des conséquences irréversibles sur la population, les infrastructures, l'agriculture et le patrimoine biologique du pays.

8. La précarité de la situation est d'autant plus menacée que Haïti est exposée aux ouragans et autres catastrophes naturelles, qui ont causé des dommages considérables et des pertes en vies humaines au cours de ces dernières années. Ces menaces à la stabilité et au redressement non seulement compromettent les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté mais aussi augmentent la détresse des pauvres et des groupes vulnérables.

9. En novembre 2007, le Gouvernement haïtien a approuvé un document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté qui est l'expression de sa vision stratégique pour l'avenir proche. Pour réduire la pauvreté, le Gouvernement se propose de maintenir un taux de croissance économique de 3,4 % entre 2008 et 2011 et prévoit de remonter les niveaux par la suite.

10. Le document de stratégie identifie quatre objectifs principaux : a) accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; b) développer une économie dynamique et compétitive, dotée d'une large base géographique dans l'ensemble du pays; c) moderniser l'État et promouvoir une réforme approfondie du secteur public; et d) encourager l'immense créativité culturelle d'Haïti et faire participer la diaspora haïtienne au processus de développement. La stratégie conçue pour atteindre ces objectifs repose sur trois piliers : une croissance économique fondée principalement sur l'agriculture et le développement rural, le tourisme et la modernisation des infrastructures; le développement humain, avec un accès plus large à l'éducation et à la formation, aux services de santé, à l'eau et à l'assainissement et l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les programmes pour les enfants, les jeunes et les personnes handicapées; et la gestion démocratique des affaires publiques, avec une attention particulière pour l'état de droit, la sécurité, la décentralisation et la réforme du secteur public. Le document inclut également des questions transversales, telles que la sécurité alimentaire, l'environnement, le VIH/sida, la réforme du secteur public et l'équité et l'égalité entre les sexes; on y trouve également les grandes lignes d'une stratégie macroéconomique, convenue avec les institutions de Bretton Woods.

II. Coopération passée et enseignements tirés de l'expérience

11. En février 2002, le Gouvernement haïtien et le PNUD ont approuvé un cadre de coopération de pays pour la période 2002-2006. Ce cadre de coopération a été prolongé deux fois, en 2007 et en 2008, pour permettre la transition et l'élaboration de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et contribuer à l'harmonisation des cycles de programmation de l'Organisation des Nations Unies.

12. Pendant la période couverte par le cadre de coopération de pays de 2002-2008, le PNUD a mobilisé 158 millions de ressources supplémentaires. Les sources principales étaient les suivantes : l'Union européenne (40 %), la Banque interaméricaine de développement (10 %), le Canada (7 %) et les États-Unis d'Amérique (6 %). Ces ressources ont été principalement affectées comme suit : processus électoral (68 %), remise en état des infrastructures (17 %), désarmement, démobilisation et réintégration (5 %) et renforcement de l'état de droit (2 %).

13. À l'issue de la crise de 2004, le PNUD a adapté ses priorités de programmation à la nouvelle situation, en s'inspirant d'un cadre de coopération intérimaire. Un ensemble de nouvelles initiatives a été développé, en collaboration avec la MINUSTAH, l'accent étant mis sur : le renforcement de l'état de droit; l'appui au processus électoral; l'appui au dialogue national; et la réduction de la violence civile. Les enseignements tirés de l'expérience au cours du programme de pays précédent ont souligné la nécessité de renforcer la coordination et l'intégration d'initiatives avec la MINUSTAH, de façon à aligner la stratégie et la programmation et à définir clairement les rôles et les responsabilités.

14. Plusieurs grandes évaluations ont été réalisées pendant le programme de pays précédent, dont les suivantes : a) état de droit, justice et droits de l'homme (2003); selon les conclusions, le niveau d'intervention était « naïf et irréaliste » et ne tenait pas compte de la capacité d'absorption ou de l'absence de volonté politique en matière de réforme; b) renforcement des capacités relatives au suivi de la pauvreté (2006); le PNUD y a été loué pour son « importante contribution » dans ce domaine, mais la question de la capacité d'absorption a encore été soulevée; et c) pour une élimination de la pauvreté (2006); évaluation qui a recommandé une approche plus participative et a contesté la dispersion des activités de projet. Lors de l'examen du projet conjoint PNUD/MINUSTAH relatif à la démobilisation et à la réintégration, le projet de réduction de la violence civile, axé sur la sécurité des communautés et la mobilisation des victimes de la violence, a été approuvé.

15. Le nouveau programme de pays s'efforcera d'inclure les perspectives de ses homologues haïtiens, de s'aligner sur leurs priorités et de veiller à leur implication dans l'exécution des activités, tout en gardant à l'esprit les difficultés liées à l'environnement politique et à la capacité d'absorption. Le programme sera adaptable aux changements de l'environnement politique et augmentera la capacité de planification du Gouvernement en intégrant la gestion des risques. Il faudra peut-être aussi y intégrer des mesures de prévention et d'atténuation des conflits de façon à identifier et à réduire, dans la mesure du possible, les facteurs de déstabilisation et à repérer les bâtisseurs de consensus, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes. La mise en œuvre du programme sera précédée et accompagnée d'une analyse inspirée par le principe d'éviter de nuire.

III. Programme proposé

16. Le programme de pays 2009-2011 est proposé à partir des priorités identifiées dans la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté et contribue directement aux résultats énoncés dans le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), 2009-2011.

17. Compte tenu des multiples aspects de la vulnérabilité d'Haïti, au sortir d'une crise cyclique, le PNUD aidera en priorité à établir les fondations nécessaires pour soutenir le relèvement et le développement durables. Le programme de pays alliera des activités de relèvement à court et à moyen terme au renforcement des capacités à plus long terme dans des domaines stratégiques cruciaux pour le développement humain durable. Une telle approche permettra d'exécuter des mesures de relèvement qui auront un impact significatif sur les moyens d'existence dans les domaines d'expertise du PNUD, en attendant que l'État devienne opérationnel et soit capable d'assurer ses fonctions.

18. Le programme mettra en place des mécanismes visant à faciliter le dialogue avec la société civile, y compris le secteur privé, pour garantir son engagement pendant la mise en œuvre des projets, en s'appuyant sur une compréhension plus profonde et plus systématique du rôle de la société civile dans l'environnement politique et économique. La coordination avec la MINUSTAH sera assurée, pour augmenter l'impact du programme et assurer une transition en douceur au cas où la mission devrait s'achever. Le programme s'efforcera de déployer ses activités dans les provinces extérieures à la région de la capitale, en commençant par celles qui sont les plus vulnérables, et mettra l'accent sur la promotion de l'égalité entre les sexes.

19. Dans le domaine de l'insécurité alimentaire, le PNUD aidera à procéder aux évaluations des besoins et renforcera la coordination des donateurs afin de maximiser l'efficacité et l'efficience de la coopération internationale. Le PNUD fournira des conseils techniques pour la conception et la mise en œuvre de politiques publiques sectorielles s'attaquant aux causes pluridimensionnelles de l'insécurité alimentaire. Il s'emploiera à renforcer la capacité du Gouvernement à créer des activités génératrices de revenus et à formuler des projets créateurs d'emploi.

20. Le programme de pays proposé comprend quatre domaines qui se renforcent mutuellement et qui exigeront une coordination interne. Les activités de prévention des crises et de relèvement seront intégrées dans les trois autres domaines, à savoir : la réduction de la pauvreté, la gouvernance démocratique et la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.

Prévention des crises et relèvement

21. Les activités dans ce domaine seront réparties selon trois volets. Le premier volet sera consacré à appuyer une réforme plus complète de l'état de droit, en se fondant sur les plans nationaux de réforme des secteurs de la police et de la justice. Le second volet s'adressera au niveau des communautés pour réduire la violence dans les communautés les plus vulnérables. Le troisième veillera à réduire la vulnérabilité des populations aux catastrophes naturelles, en privilégiant des investissements capables d'assurer le relèvement rapide.

22. Le programme collaborera étroitement avec le Ministère de la justice, l'Administration pénitentiaire et la Police nationale haïtienne pour appuyer leurs plans de réforme adoptés en 2005 et 2006. Conjointement avec la MINUSTAH, le PNUD appuiera la restructuration du Ministère de la justice et veillera à élargir l'accès à la justice, en particulier dans les provinces. Le programme encourage le renforcement du système de justice pénale par l'établissement de liens plus étroits entre l'appareil judiciaire et la police. Le PNUD aidera à résoudre le problème de la détention préventive en mettant l'accent sur la gestion des informations, en renforçant les capacités de l'administration pénitentiaire à mettre en œuvre sa stratégie et en aidant à remettre en état les établissements pénitentiaires pour améliorer les conditions de vie des détenus. La réforme de la police sera appuyée par un renforcement des capacités administratives et par la création de bases de données permanentes et de systèmes d'information. Le PNUD travaillera également à augmenter la capacité d'action des forces de police dans l'ensemble du pays en aidant à remettre en état les postes de police aux niveaux central et départemental et en fournissant une infrastructure et des équipements adéquats. Il sera également recommandé de travailler avec des groupes de femmes et d'augmenter leur nombre dans les rangs des forces de police.

23. De concert avec la MINUSTAH, le PNUD appuiera la préparation et la mise en œuvre des plans de gestion des crises ainsi que la prévention et la réduction de la violence dans les communautés particulièrement vulnérables dans l'ensemble du pays, avec une attention particulière à la violence contre les femmes. Les plans devront créer des emplois, notamment pour les jeunes vulnérables, et incluront la remise en état des ressources communautaires, les microentreprises et la formation professionnelle. Le PNUD encouragera également l'élaboration et l'application d'un cadre juridique pour le contrôle des armes.

24. Le PNUD aidera le Ministère de l'intérieur à élaborer des instruments stratégiques et techniques et à réaliser des actions pilotes visant à gérer et prévenir les risques et les catastrophes. Pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et assurer un relèvement rapide à la suite des catastrophes, le programme comprendra des activités à fort potentiel telles que la remise en état des bassins versants, auxquelles participeront un grand nombre de femmes. Ces opérations créeront des emplois, injecteront des fonds dans l'économie locale et augmenteront la production agricole et la sécurité alimentaire.

Réduction de la pauvreté, croissance équitable et objectifs du Millénaire pour le développement

25. L'appui du PNUD sera axé sur la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté; il fournira des services consultatifs techniques aux administrations centrales et aux ministères sectoriels et encouragera le dialogue entre les branches du Gouvernement et entre le Gouvernement et la société civile, y compris le secteur privé. Le PNUD poursuivra son rôle de sensibilisation et établira le rapport national sur le développement humain et le rapport économique et social.

26. Mettant à contribution son expérience ainsi que le réseau mondial, le PNUD appuiera la mise en œuvre de la stratégie pour la réduction de la pauvreté en aidant à développer un système de suivi et d'évaluation. Il travaillera avec l'Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale, financé par le Gouvernement français, pour analyser des données socioéconomiques ventilées par sexe sur l'évolution de la

réduction de la pauvreté et sa mise en relation avec une réduction de la violence. Le PNUD sera le premier à appuyer les initiatives du Gouvernement pour renforcer la coordination des donateurs en vue d'augmenter l'efficacité de l'aide et d'améliorer le suivi. En outre, le PNUD envisagera peut-être de renforcer les capacités de planification des ministères sectoriels en aidant à créer des unités de planification dans les ministères chargés de secteurs prioritaires.

27. Pour contribuer davantage la mise en œuvre de la stratégie pour la réduction de la pauvreté, et compte tenu qu'il importe de maintenir un large consensus sur les priorités de développement, le PNUD appuiera le dialogue entre les branches exécutive, judiciaire et législative du Gouvernement et le secteur privé pour réduire les obstacles aux investissements et stimuler le relèvement économique, par des moyens tels que la création de petites entreprises.

Gouvernance démocratique

28. À mesure qu'Haïti émerge de la crise, la bonne gouvernance et la poursuite du processus démocratique seront d'une importance primordiale. À cette fin, le PNUD apportera sa contribution dans les domaines suivants : appui aux opérations électorales et renforcement de la capacité de l'autorité électorale; collaboration entre les branches du Gouvernement; et progrès dans la réforme de l'administration publique ainsi que renforcement des pouvoirs locaux.

29. Pour assurer la continuité du processus électoral, le PNUD et la MINUSTAH aideront le Conseil électoral provisoire à organiser des élections. En coordination avec la MINUSTAH et l'Organisation des États américains, le PNUD renforcera la capacité du Conseil électoral et appuiera ses efforts en vue de créer un conseil permanent capable d'assurer de façon indépendante et efficace les élections à l'avenir.

30. Un appui sera fourni à la réforme de l'administration publique, notamment par le renforcement des capacités au sein du bureau national pour la gestion des ressources humaines, qui est chargé de mettre en œuvre la réforme. Le PNUD aidera également à renforcer les capacités en vue de coordonner les ressources nationales et internationales destinées à la réforme, en mettant l'accent sur la transparence et la responsabilité des institutions publiques. Les efforts de réforme appuyés par le PNUD incluront le renforcement d'une gouvernance locale et le fonctionnement des autorités locales, avec une augmentation du rôle des femmes dans le secteur public.

31. En s'appuyant sur les enseignements tirés des cycles de programmation passés, et en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, les capacités des conseils locaux seront renforcées en améliorant les mécanismes de participation, en établissant la construction et la gestion des infrastructures de base, en fournissant des services sociaux de base et en facilitant la relation entre les conseils locaux et les autorités nationales.

Gestion durable de l'environnement et ressources naturelles

32. Le PNUD aidera le Ministère de l'environnement à enrayer la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles en Haïti. Il aidera à créer un observatoire national pour l'environnement et la vulnérabilité et à mettre en place une base de données fiables, particulièrement pour les zones vulnérables. Par ses conseils et son appui à des initiatives de sensibilisation, il aidera à renforcer la

capacité d'intervention et à sensibiliser l'opinion à la gestion durable des terres et au changement climatique, en mettant l'accent sur le développement socioéconomique et la sécurité alimentaire.

33. Le programme élargira l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les zones rurales en renforçant les capacités du secteur public aux niveaux central et départemental. Le PNUD aidera à la conception stratégique des politiques gouvernementales et appuiera le développement et la gestion des systèmes d'information, qui incluront des initiatives de sensibilisation en faveur du développement durable.

IV. Gestion, suivi et évaluation

34. En établissant le programme de pays, le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec les partenaires nationaux et les parties prenantes pour veiller à ce que l'exécution des programmes soit bien prise en main par le pays. Le PNUD renforcera les partenariats et la collaboration qui existent déjà avec le système des Nations Unies, les donateurs et les partenaires de la société civile pour mettre en œuvre le programme, qui est intégralement aligné sur la matrice de résultats proposée dans le projet de plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, relatif à la période 2009-2011, et qui vient compléter les autres programmes des Nations Unies. Les prochains programmes du PNUD, du FNUAP et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance seront alignés sur le cycle du PNUAD. Un examen à mi-parcours est prévu pour le programme de pays en 2010.

35. Le PNUD poursuivra son étroite collaboration avec les principaux donateurs tels que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine pour le développement, l'Union européenne et les Gouvernements canadien, espagnol et des États-Unis, ainsi qu'avec les pays de l'Amérique latine. En outre, le PNUD devra aussi jouer un rôle plus important en ce qui concerne l'appui aux efforts du Gouvernement et des donateurs pour coordonner l'aide internationale en vue d'une plus grande efficacité.

36. Le bureau de pays du PNUD appliquera les procédures de gestion axées sur les résultats pour mettre en œuvre ce programme de pays. S'agissant du suivi, de l'évaluation et de la gestion des connaissances, les mesures prises par le programme tiendront compte de la faible capacité d'absorption et d'autres vulnérabilités du pays.

37. Les prévisions de dépenses, au titre du budget ordinaire du PNUD, s'élèvent à 20 milliards 124 millions de dollars des États-Unis pour la période 2009-2011. Le bureau s'emploiera activement à mobiliser des ressources pour assurer le financement intégral du programme de pays.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour Haïti, 2009-2011

Priorité nationale ou objectif : Instaurer l'état de droit, notamment en ce qui concerne les secteurs de la justice et de la sécurité : mise en place d'un système judiciaire opérationnel et équitable et d'un climat de sécurité qui assurent les conditions essentielles pour la croissance et la réduction de la pauvreté

Réalisation du PNUAD : L'État élabore des politiques respectant les droits de l'homme et donnant accès aux services publics de façon transparente.

<i>Composantes/réalisations du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de produits, points de référence et cibles</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources par objectif</i>
Composante : Renforcement d'institutions gouvernementales à l'écoute des administrés Réalisation : 1. Renforcement d'une gouvernance démocratique	1.1 Les capacités nationales sont renforcées pour leur permettre de gérer le processus électoral dans la transparence.	1.1.1 Indicateur : Pourcentage du budget des élections directement géré par le Conseil électoral provisoire. 1.1.2 Point de référence : 1 % du budget est géré par le Conseil électoral provisoire. 1.1.3 Cible : Le Conseil électoral provisoire gère 50 % du budget des élections.	<i>Conseil électoral provisoire</i> (institution nationale compétente chef de file); Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) (conseils politiques et techniques); Union européenne, Gouvernements canadien, japonais, américain, brésilien (financement et comité directeur)	Ressources ordinaires : 3,6 millions de dollars Autres ressources : 4 millions de dollars
	1.2 Une feuille de route est préparée pour la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique.	1.2.1 Indicateur : Des plans d'action annuels sont disponibles et contrôlés 1.2.2 Point de référence : Le programme national pour la réforme de l'État est disponible et a été publié. La structure de gestion chargée de mettre en œuvre la réforme est créée mais n'est pas opérationnelle. 1.2.3 Cible : La stratégie de mise en œuvre est disponible et les plans d'action annuels sont établis.	Primature et Bureau de la gestion des ressources humaines (institutions nationales compétentes chefs de file); Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Gouvernement canadien (financement et compétences techniques).	Ressources ordinaires : 4 250 000 dollars
	1.3 Les capacités de planification et de gestion sont renforcées à l'échelon local.	1.3.1 Indicateur : Nombre de plans de développement local préparés de façon participative en cours d'exécution 1.3.2 Point de référence : Un programme de gouvernance local est actuellement mis en œuvre dans sept communes du nord-est. 1.3.3 Cible : Le programme de gouvernance local est étendu aux autres départements.	Ministère de la planification, Ministère de l'intérieur (institutions nationales compétentes chefs de file); Gouvernements canadien et américain, Union européenne, MINUSTAH (financement); Fonds d'équipement des Nations Unies (financement et compétences techniques)	Ressources ordinaires : 11 750 000 dollars Autres ressources : 17 040 000 dollars

Priorité nationale ou objectif : Instaurer l'état de droit, notamment en ce qui concerne les secteurs de la justice et de la sécurité : mise en place d'un système judiciaire opérationnel et équitable et d'un climat de sécurité qui assurent les conditions essentielles pour la croissance et la réduction de la pauvreté

Réalisation du PNUAD : L'État élabore des politiques respectant les droits de l'homme et donnant accès aux services publics de façon transparente.

<i>Composantes/réalisations du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de produits, points de référence et cibles</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources par objectif</i>
Composante : Renforcement des capacités de gestion des risques de conflit et de catastrophe	2.1 Les capacités d'intervention et de gestion de la Police nationale sont renforcées.	2.1.1 Indicateur : Les forces de police étendent leur couverture géographique. 2.1.2 Point de départ : Les ressources techniques, matérielles et humaines sont limitées.	Ministère de la justice (institution nationale compétente chef de file); Gouvernement canadien (financement); MINUSTAH (conseils techniques)	Ressources ordinaires : 0 Autres ressources : 19 295 000 dollars
Résultat : 2. Développement des capacités nationales pour la prévention des conflits et la gestion des vulnérabilités aux catastrophes naturelles	2.2 L'accès à la justice est améliorée; les délais de détention sont réduits; le système judiciaire inspire davantage confiance.	2.1.3 Cible : Des locaux sont construits pour l'inspection générale et 27 postes de police ainsi qu'une base maritime sont remis en état. 2.2.1 Indicateurs : Un espace carcéral supplémentaire est disponible et les lois régissant l'indépendance de la justice sont définies. 2.2.2 Point de départ : La confiance qu'inspire le système judiciaire est très faible; 83 % de la population totale des détenus attendent d'être jugés; la stratégie visant à améliorer le système pénitentiaire n'est pas mise en œuvre; l' <i>École de la magistrature</i> n'est pas opérationnelle; la coordination est très faible.	Ministère de la justice et de la sécurité publique (institution nationale compétente chef de file); Gouvernement canadien et autres donateurs (financement et assistance technique); MINUSTAH (conseils techniques).	Ressources ordinaires : 3 379 000 dollars Autres ressources : 6 405 000 dollars Total des ressources : 9 784 000 dollars
	2.3 Une stratégie pour réduire la violence civile est formulée et mise en œuvre avec l'appui des communautés locales, de même que des mesures juridiques pour contrôler les armes légères.	2.2.3 Cible : Le Ministère de la justice a une capacité accrue pour coordonner la mise en œuvre du plan stratégique de la réforme de la justice; les acteurs du dispositif pénal ont des capacités renforcées pour améliorer l'efficacité des tribunaux; les infrastructures sont remises en état. 2.3.1 Indicateurs : Les communautés identifient les possibilités de conflit et les stratégies de redressement; le nombre de cas de violence diminue à l'échelon local; les données sur les conflits, recueillies et analysées aux niveaux communautaire et national, sont consolidées et facilement disponibles.	Ministère de la planification (institution nationale compétente chef de file); Gouvernement canadien et autres donateurs (financement); MINUSTAH (financement et conseils techniques)	Autres ressources : 8 499 000 dollars

<i>Composantes/réalisations du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de produits, points de référence et cibles</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources par objectif</i>
		2.3.2 Point de départ : Les communautés locales ne disposent pas du cadre voulu pour lutter contre la violence et contrôler les armes légères. 2.3.3 Cible : Il est établi un observatoire sur la violence et les crimes en Haïti; des mécanismes sont développés pour la réinsertion des victimes de la violence; un cadre juridique est élaboré pour le contrôle des armes légères.		
	2.4 Les capacités de gestion nationales des catastrophes naturelles sont renforcées.	2.4.1 Indicateurs : Des stratégies sectorielles sont formulées pour la réduction des risques. 2.4.2 Point de départ : Les capacités sont faibles, en ce qui concerne la coordination des interventions et l'évaluation des besoins; il n'y a pas de politiques nationales. 2.4.3 Cible : La vulnérabilité est intégrée dans les stratégies nationales; elle donne lieu à des activités de sensibilisation.	Ministère de l'intérieur et Ministère de la planification et de la coopération externe (institutions nationales compétentes chefs de file); donateurs (financement)	Ressources ordinaires : 750 000 dollars Autres ressources : 2 080 000 dollars Total des ressources : 2 830 000 dollars

Priorité nationale ou objectif : D'importants progrès sont réalisés pour rendre plus disponibles et plus accessibles les services sociaux de base, de façon à promouvoir le développement humain.

Réalisation du PNUAD : Les institutions nationales développent et exécutent des politiques publiques équitables et efficaces pour donner accès aux services sociaux de base.

<i>Composantes/réalisations du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de produits, points de référence et cibles</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources par objectif</i>
Composante : Promotion d'une croissance sans exclusive, de l'égalité des sexes et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)	3.1 Aide à la mise en place et au suivi des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et sensibilisation à la croissance et au développement humain	3.1.1 Indicateurs : Le rapport annuel sur l'exécution de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté est disponible. Un certain nombre de réunions thématiques sont organisées. 3.1.2 Point de départ : La stratégie est approuvée et un plan d'exécution est élaboré. Le rapport économique et social pour 2006-2007, de même que le rapport national sur le développement humain pour 2007-2008 ont été publiés.	Ministère de la planification et de la coopération externe, Ministère de l'économie et des finances, Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale et Institut national de statistique (institutions nationales compétentes chefs de file); Gouvernement espagnol, Union européenne et Banque mondiale (financement)	Ressources ordinaires : 7,7 millions de dollars Autres ressources : 2 710 000 dollars

<i>Composantes/réalisations du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de produits, points de référence et cibles</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources par objectif</i>
Réalisation : 3. Promotion d'une croissance sans exclusive, fondée sur les objectifs du Millénaire pour le développement et la réduction de la pauvreté		3.1.3 Cible : Les structures administratives chargées de mettre en œuvre la stratégie de réduction de la pauvreté sont en place; un système d'information statistique et un mécanisme de contrôle et d'évaluation sont développés par le biais de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale; les rapports relatifs au suivi des OMD sont établis; le rapport économique et social, de même que le rapport national sur le développement humain sont publiés régulièrement.		
	3.2 Un système de coordination et de planification stratégique est mis en place.	3.2.1 Indicateur : Les rapports sectoriels sont établis. 3.2.2 Point de départ : Il n'existe pas d'unité chargée de la coordination et de la planification stratégique au sein du Ministère de la planification et de la coopération externe. 3.2.3 Cible : Le Ministère de la planification et de la coopération externe est doté d'un service de coordination et de planification stratégique; les capacités sont renforcées dans les principaux ministères sectoriels.		
	3.3 Les lois économiques qui compromettent la croissance d'une économie sans exclusive sont passées en revue et leur modernisation est proposée dans le cadre d'un dialogue entre l'État et le secteur privé.	3.3.1 Indicateur : Nombre de lois modifiées dans le cadre du dialogue entre l'exécutif, le Parlement et le secteur privé 3.3.2 Point de départ : 10 lois sont en cours de révision. 3.3.3 Cible : Les lois ou instruments administratifs concernant le cadre juridique d'une croissance sans exclusive sont achevés et présentés au pouvoir exécutif.		

Priorité nationale ou objectif : Amélioration de la gestion des ressources naturelles pour contribuer à la croissance durable tout en assurant la sécurité économique et sociale des pauvres et la sécurité des écosystèmes

Réalisation du PNUAD : Renforcement des capacités nationales qui sont à même de formuler et d'exécuter des politiques concernant la gestion des risques et des catastrophes naturelles. Participent à ce processus les institutions nationales, la société civile et l'ensemble de la population.

<i>Composantes/réalisations du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de produits, points de référence et cibles</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Ressources par objectif</i>
Composante : Intégration de l'environnement et de l'énergie Réalisation : 4. Renforcement des capacités et réforme des institutions dans le sens d'une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles	4.1 Des cadres stratégiques sont élaborés pour la désertification, la gestion des ressources en eau et les changements climatiques.	4.1.1 Indicateur : Les institutions nationales sont capables de gérer l'environnement et les ressources naturelles. 4.1.2 Point de départ : Il existe des instruments, notamment les suivants : plan d'action pour l'environnement; plan d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques; plan d'action pour la conservation de la diversité biologique; loi sur l'eau potable et l'assainissement; décret relatif au cadre institutionnel de la gestion de l'environnement. 4.1.3 Cible : Des plans directeurs et des cadres institutionnels de gestion de l'eau sont élaborés pour lutter contre la désertification.	Ministère de l'environnement et Ministère des travaux publics, du transport et des communications (institutions nationales compétentes chefs de file); Gouvernement espagnol (financement)	Ressources ordinaires : 1,9 million de dollars Autres ressources : 5 491 000 dollars
	4.2 Une base de données est établie pour appuyer la gestion de l'information et les activités de plaidoyer, l'accent étant mis sur la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.	4.2.1 Indicateur : Des campagnes sont organisées pour sensibiliser l'opinion aux effets des changements climatiques. 4.2.2 Point de départ : Le centre d'information géospatiale et le centre national de météorologie ne sont pas pleinement opérationnels. 4.2.3 Cible : Un système d'information sur les ressources en eau et en terres est mis en place; des études sont effectuées sur l'impact social et économique des changements climatiques.	Ministère de l'environnement (institution nationale compétente chef de file); Gouvernements espagnol et canadien; Union européenne, Banque interaméricaine de développement (financement)	
	4.3 Un accès à l'eau potable et à l'assainissement est fourni dans les zones rurales.	4.3.1 Indicateur : Le nombre de systèmes d'eau potable et d'assainissement construits dans les zones rurales 4.3.2 Point de départ : L'accès aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement est insuffisant. 4.3.3 Cible : L'accès aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement augmente dans sept zones rurales.	Ministère des travaux publics, du transport et des communications (institution nationale compétente chef de file, Gouvernement canadien (financement)	